



L'essentiel en bref sur

# LE MONITEUR DE LA SANTÉ 2022

Normalisation après la pandémie

#### Équipe de projet

Urs Bieri, co-directeur; Jonas Philippe Kocher, chef de projet; Aaron Venetz, collaborateur scientifique; Daniel Bohn, collaborateur au projet

Étude mandatée par Interpharma.

Le Moniteur de la santé entend établir avec fidélité l'attitude des citoyennes et des citoyens suisses vis-à-vis du système de santé.

L'enquête représentative sur laquelle il s'appuie est menée une fois par an depuis 1996. En 2022, 1200 citoyennes et citoyens ont été interrogés dans toutes les régions linguistiques de Suisse sous la forme d'entretiens personnels en face-à-face.

Nous rendons compte des principaux résultats dans les pages qui suivent.

Interpharma  
Association des entreprises pharmaceutiques suisses  
pratiquant la recherche  
Petersgraben 35  
Case postale  
4009 Bâle

Téléphone 061264 34 00  
E-mail [info@interpharma.ch](mailto:info@interpharma.ch)

Vous trouverez également le contenu de la brochure sur le site Web d'Interpharma sous [www.interpharma.ch](http://www.interpharma.ch). Les graphiques de la dernière version peuvent être téléchargés et utilisés gratuitement à condition d'en mentionner la source.

Deutschsprachiges Original verfügbar

© Interpharma, 2022, Bâle

Reproduction avec indication de la source souhaitée

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Avant-propos</b> .....	2
<b>2</b>	<b>Grands thèmes 2022</b> .....	4
2.1	Accélération de l'accès aux médicaments .....	4
2.2	COVID-19.....	10
<b>3</b>	<b>Analyses de tendances choisies</b> .....	14
3.1	Bilan du système de santé .....	14
3.2	Valeurs relatives au système de santé .....	14
3.3	Coûts du système de santé .....	16
3.4	Prestations des caisses-maladie .....	22
3.5	Image des acteurs .....	26
<b>4</b>	<b>Thèses</b> .....	30
<b>5</b>	<b>Base de données du sondage actuel</b> .....	34
<b>6</b>	<b>Annexe</b> .....	36
6.1	Équipe de gfs.bern .....	36

# 1 Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,



Les deux années de pandémie écoulées ont ouvert les yeux des citoyen-ne-s sur la valeur de notre système de santé de haute qualité. Les habitant-e-s de la Suisse sont unanimes sur le fait que notre pays a bien maîtrisé la crise du COVID-19 et que le système de santé a fait ses preuves pendant la pandémie actuelle. Mais le Moniteur de la santé 2022 montre aussi que, pour les citoyen-ne-s, la pandémie est terminée. Certaines tendances à la normalisation apparaissent clairement dans l'enquête.

Ce qui reste est le souhait d'une bonne qualité du système de santé. En font partie le libre choix du médecin, l'accès rapide aux médicaments et un plus grand poids accordé à la qualité par rapport aux réflexions sur les coûts. La demande d'accès plus rapide aux médicaments innovants continue à être clairement articulée pour l'après-pandémie. C'est pourquoi Interpharma s'engage pour que les patient-e-s aient accès aux médicaments innovants dès le jour de leur autorisation de mise sur le marché (AMM) par Swissmedic et que ceux-ci soient pris en charge, comme le souhaitent près de 90% des personnes interrogées. Se focaliser uniquement sur les coûts n'est ni utile, ni ne mène au but. En effet, améliorer la qualité et l'accès aide au bout du compte à maîtriser les coûts. En d'autres termes, il faut continuer à l'avenir à orienter systématiquement le système de santé en fonction des besoins des patient-e-s.

Pour cela, tous les acteurs impliqués doivent travailler de concert. Là encore, les personnes interrogées sont unanimes sur le fait qu'une répartition claire mais coordonnée des tâches conditionne un processus d'autorisation rapide et orienté vers le patient. La population souhaite à cet égard que l'État, plus précisément la Confédération, assume systématiquement ses responsabilités.

De même, les citoyen-ne-s souhaitent que l'on continue à renforcer la place pharmaceutique suisse, notamment en tant que pôle de recherche et d'innovation. Cela va de pair, au sujet des brevets, avec une majorité croissante à long terme de plus de 80% qui se prononce pour la protection systématique de la propriété intellectuelle. Là encore, la responsabilité de la Confédération est clairement énoncée.

Ces revendications sont parfaitement claires, il est inconcevable de refuser aux patient-e-s les innovations actuelles. La Confédération ne doit pas traîner: la crise a montré que des procédures d'AMM efficaces et simples permettent d'agir rapidement. Nous continuerons à nous investir pour le bien-être des patientes et patients.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Buholzer', written in a cursive style.

**Dr. René Buholzer**

Directeur et délégué du comité directeur

## 2 Grands thèmes 2022

### 2.1 Accélération de l'accès aux médicaments

Étant donné que l'admission d'un nouveau médicament au remboursement par les caisses-maladie peut durer parfois très longtemps en Suisse, des mesures d'accélération envisageables ont été proposées dans le Moniteur de la santé. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il était urgent de développer et mettre sur le marché le plus vite possible de nouveaux médicaments et vaccins. Aujourd'hui encore, les citoyen-ne-s sont ouvert-e-s à certaines propositions, même s'ils sont plus critiques que l'année passée.

La proposition qui recueille le plus de suffrages (88%) est toujours clairement l'accès aux médicaments dès qu'ils sont autorisés. C'est également une majorité (52%) qui se prononce pour que les fabricants de médicaments négocient directement avec les caisses-maladie plutôt qu'avec l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Mais les avis positifs sont pour la deuxième fois de suite en recul. 46% de la population sont d'avis qu'aucun changement n'est nécessaire.

Le modèle d'une autorisation provisoire avec des prix flexibles recueille 42% d'avis positifs.

Sur certains points, la population est plus critique vis-à-vis de la recherche pharmaceutique, mais le niveau d'approbation reste élevé.

On le voit en particulier au niveau de l'affirmation selon laquelle la recherche médicale nous permet de vivre et de rester en bonne santé plus longtemps. Tandis qu'elle recueillait ces dernières années un taux d'approbation élevé stable, celui-ci est tombé à 66% en 2021 (-21). L'approbation est particulièrement faible chez les sympathisant-e-s de l'UDC (34%), mais aussi du PS (43%). De manière générale, les chiffres sont plus bas en Suisse alémanique (60%) et chez les personnes au niveau de formation moyen (54%).

## 1 | Accélération de l'accès aux médicaments

«En Suisse, il faut parfois attendre avant qu'un nouveau médicament puisse être remboursé par les caisses-maladie. A l'heure actuelle, plusieurs propositions pour accélérer cette procédure sont à l'étude.

Veillez m'indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions listées.»

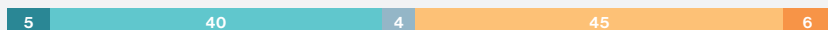
Pourcentage de votants



Accès aux nouveaux médicaments dès qu'ils sont autorisés



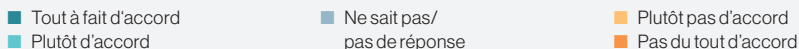
Négociations directes entre caisses-maladie et fabricants de médicaments



Pas de changement nécessaire



Autorisations provisoires avec modèles de prix flexibles



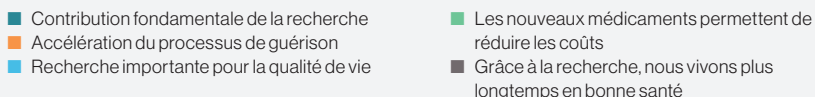
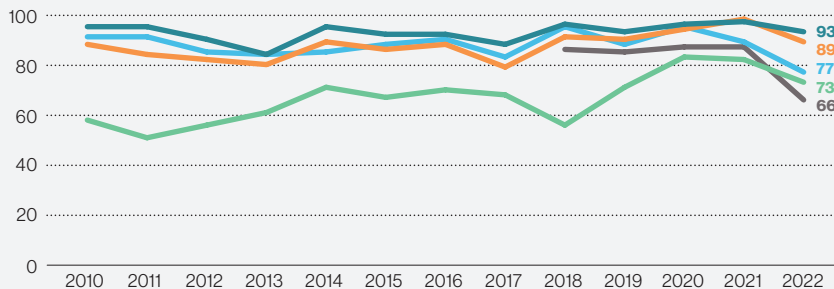
gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 2 | Affirmations sur la recherche pharmaceutique

«Nous avons recueilli différentes déclarations relatives à la recherche pharmaceutique correspondant à des opinions répandues en Suisse. Je vous demanderais de bien vouloir me dire à chaque fois si, d'après vos connaissances, elles sont parfaitement exactes, plutôt exactes, plutôt fausses ou totalement fausses.»

Pourcentage de votants

part de «parfaitement/plutôt exactes»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

D'autres affirmations affichent aussi une évolution à la baisse, même si c'est à un moindre degré: 73% (-9) pensent encore que les nouveaux médicaments permettent de réduire les coûts et 77% (-12) que la recherche pharmaceutique est importante pour la qualité de vie. Les affirmations que la recherche accélère la guérison (89%, -9) et que la contribution de la recherche est fondamentale pour la qualité du système sanitaire suisse (93%, -4) sont en recul, mais restent à un très haut niveau.

Malgré ces reculs à court terme, on peut retenir que la majorité des personnes interrogées a toujours une opinion clairement positive de la recherche pharmaceutique. Cela se traduit aussi par la position de l'industrie pharmaceutique juste derrière les médecins en tant qu'acteurs perçus comme les plus compétents (voir plus bas). L'opinion n'est simplement plus aussi uniformément positive que ces dernières années.

Les personnes interrogées sont unanimes à trouver que toutes les personnes résidant en Suisse doivent pouvoir profiter du progrès médical (95%, ±0), que la recherche reste indispensable tant qu'il y a des maladies incurables (94%, -4) et que la Suisse a besoin d'un pôle de recherche pharmaceutique (91%, -5). La conviction que la protection offerte par les brevets est nécessaire pour le développement de médicaments est de plus en plus répandue (84%, +7). Une vaste majorité reconnaît aussi que la recherche est un facteur essentiel de lutte contre la pandémie (84%).

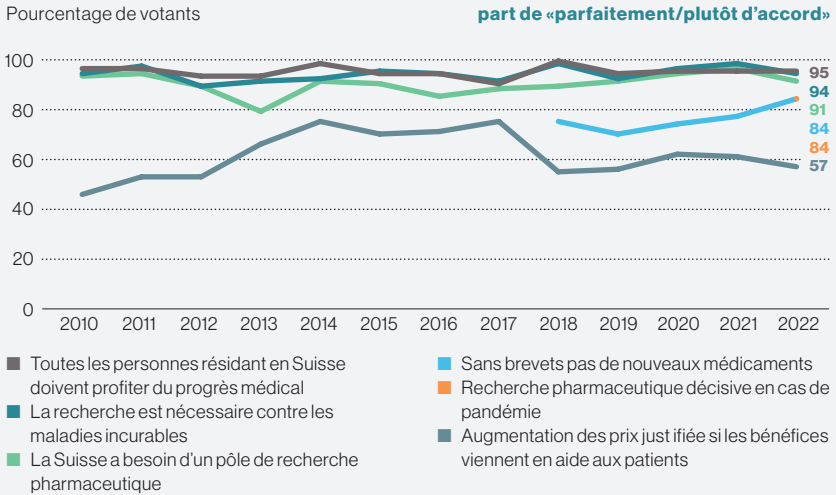
Une affirmation qui reste un peu plus controversée est celle qu'une augmentation des prix des médicaments est justifiée si les activités de recherche financées avec les bénéfices ainsi réalisés permettent de mieux venir en aide aux patients (57%, -4).

En dépit de légers décalages, les opinions sur la recherche sur le cancer restent très claires: presque tout le monde est d'avis que la recherche sur le cancer permet de combattre efficacement un nombre toujours plus grand de types de cancer (96%, -2) et que les médicaments issus de la recherche sur le cancer devraient être accessibles à toutes les personnes en Suisse, indépendamment de leur revenu (99%, +2). Seule une petite minorité est d'avis que la recherche sur le cancer renchérit inutilement les coûts du secteur de la santé (11%, +6).



### 3 | Revendications vis-à-vis de la recherche pharmaceutique

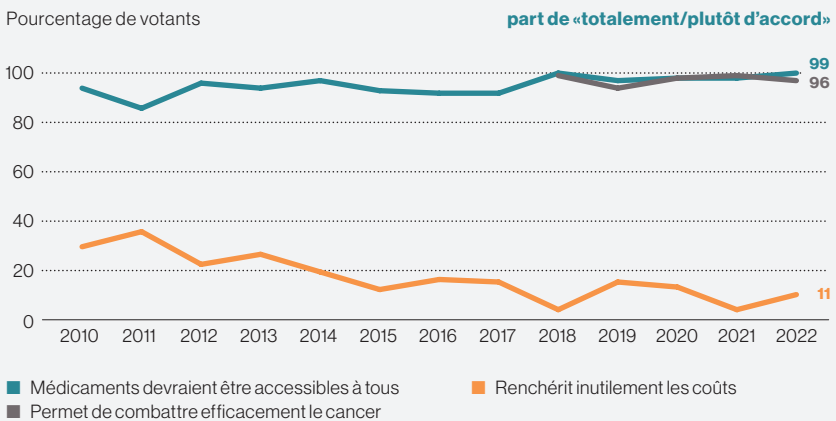
«Nous avons recueilli différentes revendications relatives à la recherche pharmaceutique fréquemment exprimées en Suisse. Je vous demanderais de bien vouloir me dire à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

### 4 | Opinions sur la recherche sur le cancer

«Il existe différents points de vue à l'encontre de la recherche sur le cancer. Veuillez me dire à chaque fois si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les points suivants.»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

Après dix ans de stabilité dans les faits, les prix à la consommation se remettent à augmenter en Suisse comme ailleurs. En mars 2022, le renchérissement par rapport à l'année précédente s'est monté à +2.4%<sup>1</sup>. Dans le même temps, les médicaments enregistrent en revanche un recul de -2.4 points<sup>2</sup>.

Cette évolution réelle se reflète dans la perception des prix des médicaments, relativement positive en comparaison à long terme: 64% des personnes interrogées trouvent les prix des médicaments trop élevés en Suisse. Cela représente certes un plus de 5 points, mais reste le deuxième taux le plus bas depuis le début du Moniteur de la santé en 1997. Il n'y a eu que l'année passée, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, que les personnes interrogées ont estimé que les prix des médicaments étaient adéquats par rapport à leurs avantages.

Les sympathisant-e-s de l'UDC sont les moins critiques vis-à-vis de prix élevés des médicaments (38% de «trop élevés»). Les sympathisant-e-s du PS sont aussi tendanciellement moins critiques (55%). La critique est moins fréquente également en Suisse romande (51%) ainsi que dans les classes d'âge de 50 à 59 ans (55%) et de 60 à 69 ans (53%).

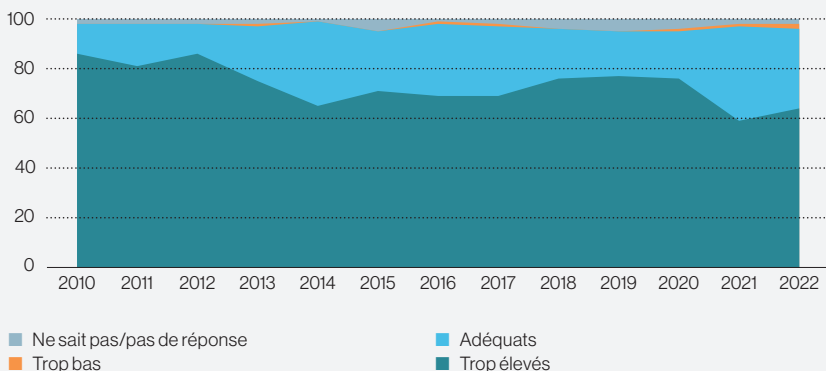
1 [www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix.assetdetail.22105254.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix.assetdetail.22105254.html)

2 [www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/indice-prix-consommation.assetdetail.22204947.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/prix/indice-prix-consommation.assetdetail.22204947.html)

## 5 | Opinion sur le prix des médicaments

«Parlons encore un peu des médicaments en Suisse. À votre avis, est-ce que les prix des médicaments sont en Suisse trop élevés, adéquats ou trop bas?»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

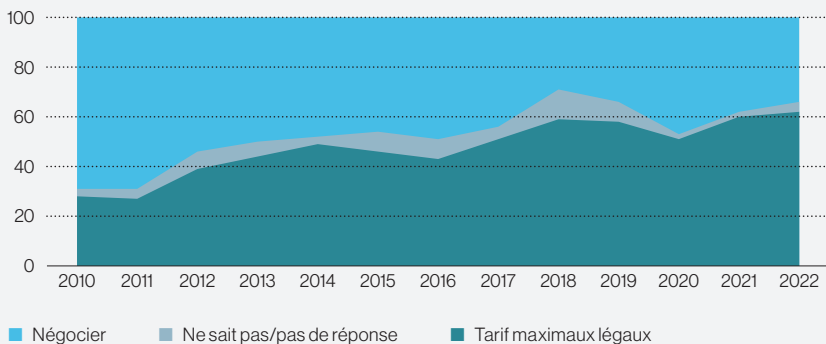
## 6 | Attitude vis-à-vis des négociations sur le prix des médicaments

«Voici deux opinions: à laquelle des deux vous identifiez-vous plutôt?»

**Opinion A:** Les médicaments constituent parfois des produits de toute première nécessité, raison pour laquelle des tarifs maximaux légaux devraient être fixés.

**Opinion B:** Les caisses maladies devraient pouvoir négocier avec les fabricants de produits pharmaceutiques sur les prix des médicaments.»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

La tendance à long terme est de souhaiter de plus en plus fortement des tarifs maximaux légaux (62%). Cette tendance s'est poursuivie cette année avec une légère hausse (+2). Seule une minorité approuve des négociations entre les caisses-maladie et les fabricants de médicaments (34%, -4).

Depuis 2015, la majorité des personnes interrogées préfèrent le médicament original plutôt qu'un générique ou un biosimilaire. En 2021, en pleine pandémie, deux tiers tenaient à l'original. Ce taux est à présent revenu au niveau des années précédentes: 55% (-12).

## **2.2 COVID-19**

Malgré un retour à une certaine normalité en 2022, la pandémie de COVID-19 reste la principale question de santé. En Suisse, le premier trimestre 2022 affiche, et de loin, le plus grand nombre de cas confirmés en laboratoire. Mais en raison du taux de vaccination nettement plus élevé et du variant dominant Omicron, moins sévère que les précédents, les hospitalisations de cas confirmés et plus particulièrement les décès ne sont plus aussi nombreux que fin 2020/début 2021. Cela a aussi conduit la Suisse à alléger nettement ses mesures d'endiguement de la pandémie. La thématique est beaucoup moins présente dans les médias qu'il y a encore un an, entre autres en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, largement dominante dans les informations au moment de l'enquête.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'évaluation a posteriori du système de santé soit moins sévère qu'il y a un an.

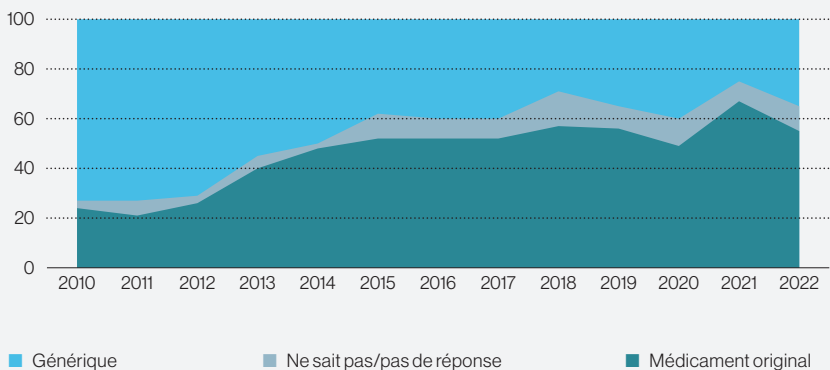
La majorité (64%) dit que sa vision de l'état du système de santé a changé de manière plutôt positive à très positive depuis la crise du coronavirus; un bon tiers seulement (35%) parle encore d'une modification à la négative. Dans l'enquête de l'année passée, la tendance était majoritairement négative.

Cependant, l'évolution a été différente en fonction de la région: en Suisse alémanique, clairement négative en 2021, près de deux tiers (66%) disent cette année que leur avis est maintenant plus positif. En Suisse romande, ils sont 57% et en Suisse italophone un peu moins de la moitié (49%).

## 7 | Attitude vis-à-vis des originaux/génériques

«Si vous aviez le choix, achèteriez-vous plutôt le médicament original ou un produit générique/biosimilaire?»

Pourcentage de votants

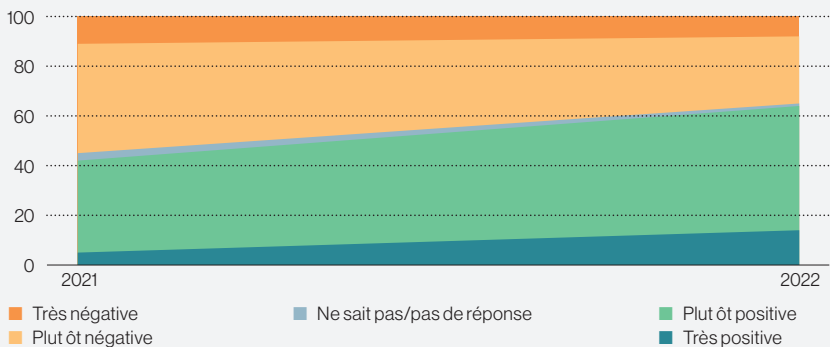


gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 8 | Modification de la vision de l'état du système de santé en raison de la crise du coronavirus

«La vision que vous avez de l'état du système de santé a-t-elle changé depuis la crise du coronavirus? A-t-elle changé de manière très positive, plutôt positive, plutôt négative ou très négative?»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

L'évaluation a posteriori dépend beaucoup plus de l'âge des personnes interrogées: tandis que les plus âgées ont une vision clairement plus positive (60-69 ans: 86%; à partir de 70 ans: 73%), c'est moins souvent le cas chez les plus jeunes (18-29 ans: 56%; 30-39 ans: 49%).

En outre, les avis semblent s'être améliorés dans le camp de l'UDC (76%), tandis que les sympathisant-e-s des Vert-e-s sont les plus critiques (49%). En 2021, c'était l'inverse.

La leçon à tirer de la crise du coronavirus est en revanche inchangée:

Une majorité (59%,  $\pm 0$  points) reste d'avis qu'il faut investir dans le développement du secteur de la santé pour disposer de l'infrastructure nécessaire en cas de crise. Seule une minorité (35%, -3) souhaiterait faire des économies pour disposer d'une plus grande marge de manœuvre lors d'une crise.

Dans toutes les régions linguistiques et tailles de communes, une majorité est favorable au développement de l'infrastructure. Ce souhait est le plus élevé dans les régions rurales (68%) et parmi les sympathisant-e-s de l'UDC (70%). Les seuls sous-groupes étudiés dans lesquels une majorité relative est favorable aux économies sont les personnes non liées à un parti (52%) et les personnes moins diplômées (47%).

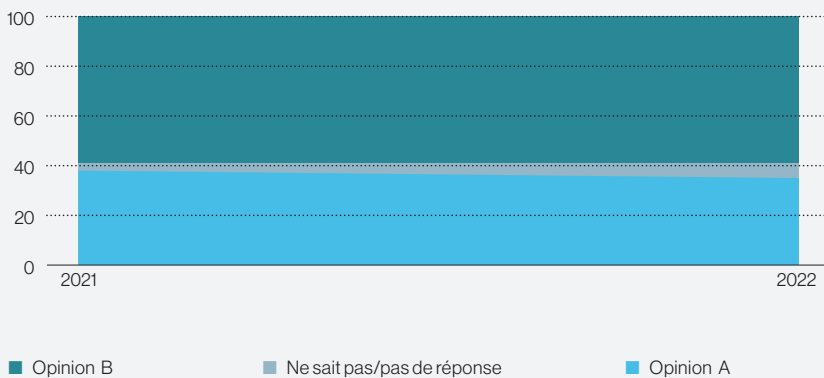
## 9 | Préparation à une crise sanitaire

«Le secteur de la santé peut se préparer de diverses manières à une crise sanitaire telle que celle du coronavirus. Qu'en pensez-vous? En dehors des périodes de crise, le secteur de la santé doit ...

**Opinion A:** ... faire des économies afin de disposer de réserves en temps de crise

**Opinion B:** ... investir dans son développement afin de continuer à bien fonctionner en temps de crise.»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

# 3 Analyses de tendances choisies

## 3.1 Bilan du système de santé

Près de deux tiers des personnes interrogées évaluent la qualité du système de santé suisse comme très bonne ou plutôt bonne.

Le taux de personnes qui la considèrent comme très bonne diminue à long terme. Actuellement, pour la première fois depuis 2013, ce chiffre est cependant remonté à 25 (+8). Cela coïncide avec le résultat ci-dessus qui montre qu'avec la crise du coronavirus, la vision du système de santé s'est plutôt améliorée que le contraire.

Mais une critique explicite vis-à-vis de la qualité reste pratiquement inexistante: 4% seulement émettent un jugement négatif. L'opinion générale reste donc que la qualité est bonne dans l'ensemble.

## 3.2 Valeurs relatives au système de santé

S'agissant des valeurs pour le système de santé, certaines tendances et préférences déjà observées avant la pandémie se confirment. Les répondant-e-s privilégient clairement une orientation vers la qualité et la quantité ainsi que l'accès aux nouveaux médicaments plutôt qu'une orientation vers les coûts. De même, le souhait de pouvoir choisir librement son médecin est clair. Ces préférences sont présentes depuis des années et stables par rapport à l'année précédente.

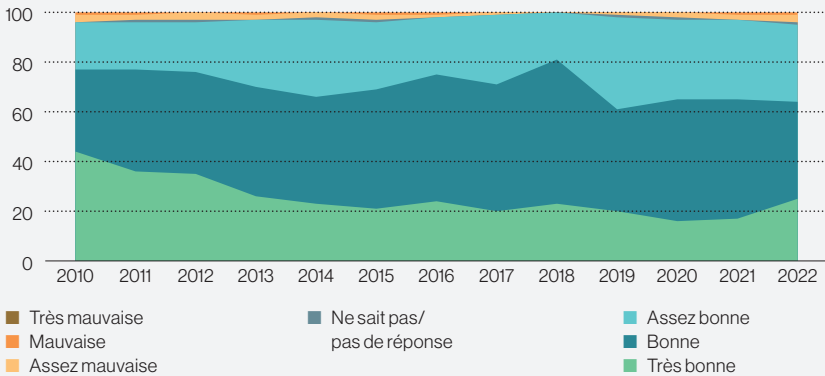
Exemple de lecture: pour chaque polarité de valeurs, il était possible de se positionner entre l'un et l'autre pôle sur une échelle de 1 à 6 (en chiffres entiers). Une valeur de 3.5 signifie que les électeurs se situent en moyenne exactement entre les pôles. Plus l'écart est grand par rapport à cette valeur en direction de l'un ou l'autre des côtés, plus les personnes interrogées tendent clairement vers les valeurs du pôle correspondant.



## 10 | Qualité du système de santé

«Comment estimez-vous, en général, la qualité du domaine de la santé suisse? Croyez-vous qu'elle est très bonne, bonne, assez bonne, assez mauvaise, mauvaise ou très mauvaise?»

Pourcentage de votants

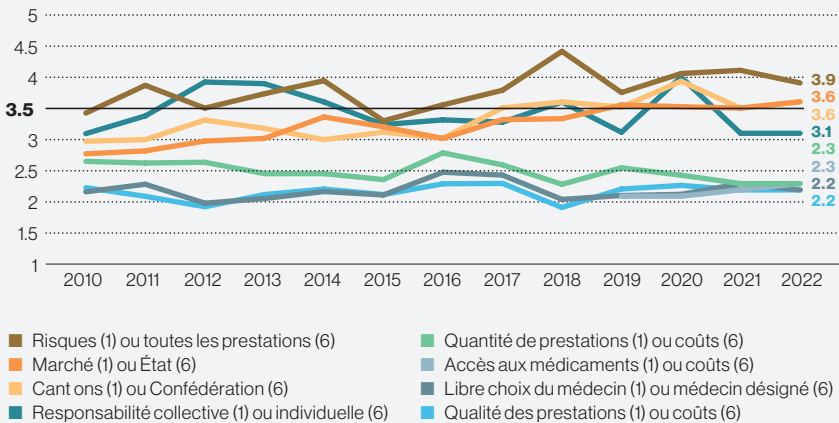


gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 11 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse

Je vous demanderais cette fois de me dire quel système de santé publique vous souhaiteriez avoir en Suisse. Si vous êtes d'accord avec la première partie de la proposition, sélectionnez 1 ou un chiffre proche de 1. Si vous êtes d'accord avec la seconde partie de la proposition, sélectionnez 6 ou un chiffre proche de 6.»

Valeurs moyennes



Exemple de lecture: pour chaque polarité de valeurs, il était possible de se positionner entre l'un et l'autre pôle sur une échelle de 1 à 6 (en chiffres entiers). Une valeur de 3.5 signifie que les électeurs se situent en moyenne exactement entre les pôles. Plus l'écart est grand par rapport à cette valeur en direction de l'un ou l'autre des côtés, plus les personnes interrogées tendent clairement vers les valeurs du pôle correspondant.

gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

S'agissant des autres paires de valeurs proposées, les positions sont moins nettes: la tendance est à souhaiter une assurance de base qui couvre toutes les prestations plutôt que juste les risques financiers. Depuis 2016, les répondant-e-s tendent plutôt en ce sens et cela se confirme, avec un léger affaiblissement, en 2022.

Sur la question de savoir si la politique de la santé doit être plutôt réglée à l'échelon cantonal ou national, les avis sont assez partagés. La tendance à long terme va vers la Confédération. Il en va de même de l'opposition marché-État, où la tendance va, depuis 2010, assez nettement vers l'État.

Les modifications sont un peu plus grandes d'une année à l'autre sur la question de savoir si la responsabilité collective ou personnelle doit avoir plus d'importance dans le système de santé: de même qu'en 2021, les citoyen-ne-s tendent cette fois vers un peu plus de responsabilité collective.

### **3.3 Coûts du système de santé**

81% (+7) pensent que les coûts du système de santé vont continuer d'augmenter. Autant (81%, +5) pensent aussi que les primes des caisses-maladie vont augmenter. Ce résultat s'inscrit dans la moyenne à long terme.

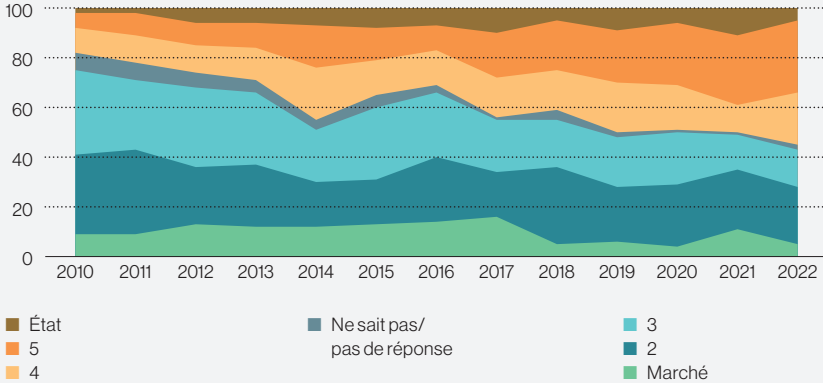
Dans le contexte du coronavirus et de la discussion sur les vaccins, le souhait de consacrer plus d'argent à la recherche sur les médicaments et les vaccins était net. Cette année encore, il s'agit du domaine dans lequel l'écart est le plus marqué entre la part de personnes qui souhaitent accorder plus d'argent et la part de celles qui souhaitent en accorder moins (écart +37). Cependant, l'écart par rapport aux autres domaines n'est plus aussi net, il retrouve à peu près le niveau de 2019/2020.

De manière générale, cette année à nouveau, dans tous les domaines proposés, la majorité absolue souhaiterait dépenser autant d'argent que jusqu'à présent. Comme mentionné, la part de «plus» est supérieure à la part de «moins» dans le domaine de la recherche sur les médicaments et les vaccins, mais aussi des hôpitaux publics (+22), de la médecine intensive et des prestations des caisses-maladie (+17 chacun).

## 12 | Souhaits à l'égard du système de santé suisse: marché ou État

«Souhaitez-vous avoir en Suisse un système de santé publique où le marché a plus d'influence que l'État ou où l'État a plus d'influence que le marché?»

Pourcentage de votants



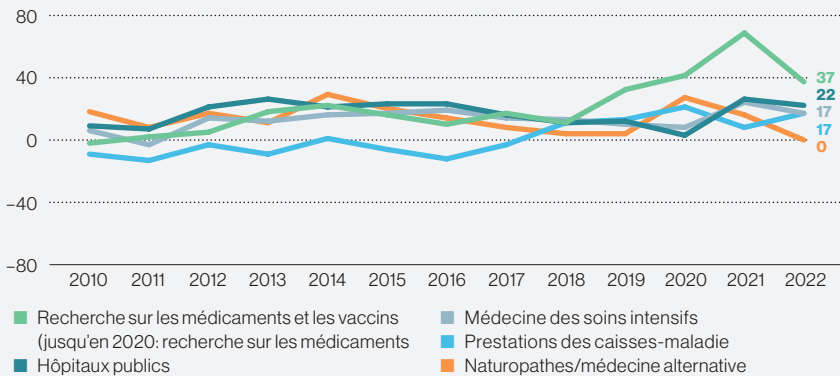
gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 13 | Répartition des finances

«Si vous deviez décider de la répartition des finances dans le secteur de la santé. Le budget à disposition ne pourrait cependant pas être dépassé. Pour quels domaines investiriez-vous moins d'argent, autant, ou plutôt plus qu'aujourd'hui? Si l'un des domaines suivants ne vous dit rien, dites-le moi S.V.P.»

Pourcentage de votants

part de «plus» moins part de «moins»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

Inversement, c'est surtout l'administration des caisses-maladie (-42) que visent les personnes interrogées pour faire des économies. Contrairement aux hôpitaux publics, elles souhaitent aussi plutôt faire des économies dans les hôpitaux privés (-32). D'autres domaines dans lesquels la part de «moins» est plus dominante sont la prévention des dépendances (-18) et les soins à domicile (-12). Pour les soins à domicile, on observe une tendance à long terme: la part de «plus» a longtemps dominé, mais s'est effritée au cours du temps.

Les personnes interrogées voient plusieurs causes à la hausse des primes des caisses-maladie.

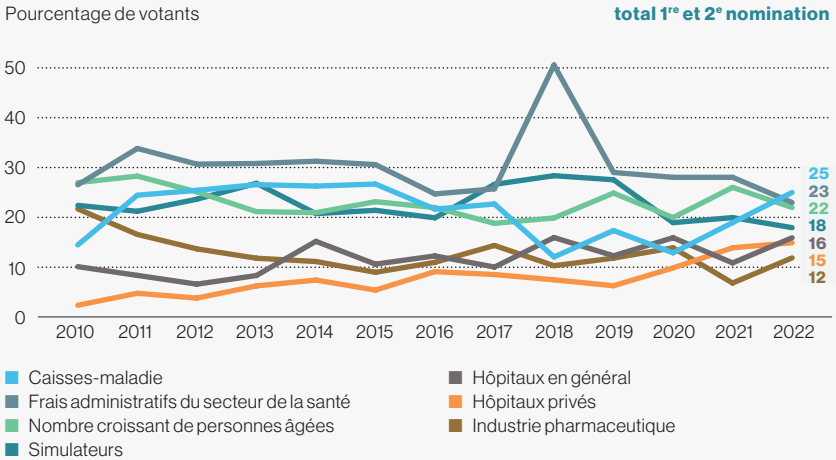
Un quart (25%, +6) mettent en cause les caisses-maladie, presque autant (23%, -5) les frais administratifs. 22% (-4) nomment le vieillissement de la société, 18% les simulateurs (18%, -2). Ces quatre responsables éventuels étaient presque chaque année parmi les cinq les plus fréquemment désignés. En plus du manque d'efficacité (12%, -2), qui n'est plus dans le top 5, ce sont les domaines qui ne sont pas des fournisseurs directs de prestations (médicales).

Mais depuis quelques années, les hôpitaux comptent de plus en plus souvent au nombre des suspects: la tendance à long terme est que les hôpitaux en général (16%, +5) et les hôpitaux privés (15%, +1) sont plus souvent pointés du doigt. L'industrie pharmaceutique suit avec 12% (+5).

Les avis sur le financement uniforme (EFAS) sont un peu plus pessimistes que ces dernières années. Les citoyen-ne-s sont toujours d'accord avec le diagnostic qu'il y a trop de traitements avec hospitalisation qui pourraient se faire en ambulatoire (87%, ±0). Ils pensent aussi que l'EFAS permettrait d'accroître le nombre de traitements ambulatoires (87%, -4). Mais que ce changement de système améliorerait la qualité n'est plus l'avis que d'une petite majorité (54%, -16). L'espoir d'une baisse des primes grâce à l'EFAS est passé sous la barre des 50% (46%, -15).

## 14 | Tendance causes de l'augmentation des primes des caisses maladie

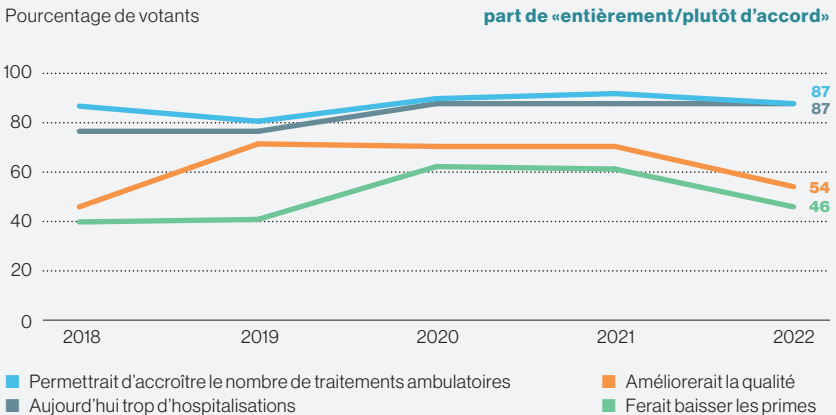
«Voici une liste de causes diverses de l'augmentation des primes des caisses-maladie. Quelle est à votre avis la raison principale de cette augmentation?»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 15 | Affirmations sur le financement uniforme

«En raison des progrès de la médecine, de plus en plus de traitements peuvent être administrés en ambulatoire, c'est-à-dire sans avoir à séjourner à l'hôpital. Si les patients sont hospitalisés pour traitement (traitement stationnaire), au moins la moitié des coûts doivent être pris en charge par les cantons et l'autre moitié par les caisses d'assurance-maladie. Dans les traitements ambulatoires en revanche, les coûts sont totalement payés par les caisses d'assurance-maladie. Il est envisagé d'introduire un financement uniforme des traitements ambulatoires et stationnaires. Merci de m'indiquer si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations qui suivent.»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

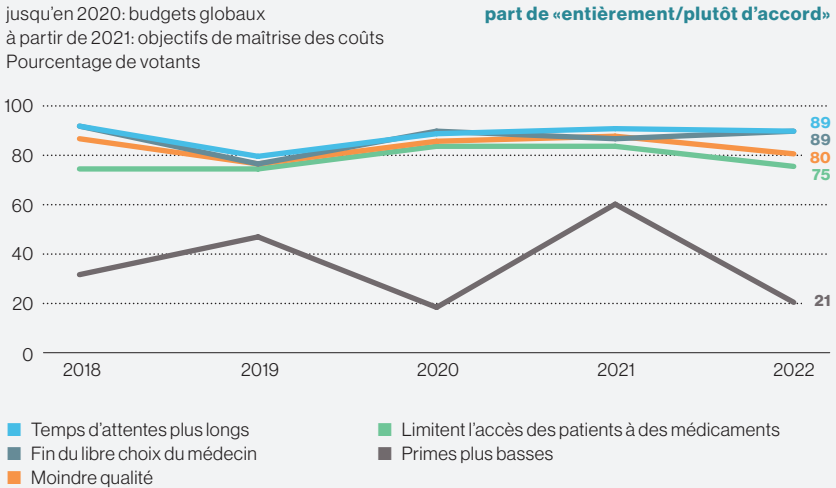
S'agissant des objectifs en matière de coûts qui font l'objet de débats politiques intenses, les personnes interrogées ont du mal à évaluer s'ils feraient baisser les primes:

On le voit aux grandes différences dans l'évaluation d'une année sur l'autre. En 2022, 21% seulement croient encore que les objectifs feraient baisser les primes, soit un recul marqué: 39 points.

L'évaluation des effets négatifs potentiels semble plus sûre: des majorités claires continuent de craindre des temps d'attentes plus longs (89%, -1), la fin du libre choix du médecin (89%, +3), un appauvrissement de la qualité (80%, -7) et une limitation de l'accès des patient-e-s aux médicaments (75%, -8). L'un dans l'autre, du point de vue des citoyen-ne-s, les objectifs en matière de coûts représentent un risque élevé pour une chance incertaine de voir baisser les primes.

## 16 | Déclarations sur les objectifs

«Une mesure de maîtrise des coûts de la santé actuellement débattue consiste à établir ce que l'on appelle des objectifs. Avec un objectif, un hôpital ou un médecin n'a p. ex. pas le droit de dépasser un certain budget déterminé à l'avance. Si un médecin par exemple a épuisé son budget, il ne peut alors plus facturer de prestations à l'assurance de base. Les patients peuvent certes continuer de se faire soigner, mais ils devront soit payer le traitement de leur poche, soit attendre que l'assurance consente un nouveau budget au médecin. Merci de m'indiquer si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations qui suivent.»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

### 3.4 Prestations des caisses-maladie

Après un record l'année passée, le souhait d'extension du catalogue des prestations de l'assurance-maladie de base est en recul:

Dans le contexte de la prise en charge des coûts des tests et des vaccins contre le COVID-19, 43% demandaient l'année passée une extension; en 2022, ils sont encore 36%, c'est-à-dire encore légèrement plus que la moyenne. Une majorité de 55% (+6) souhaite la conservation à l'état actuel, et c'est toujours une petite minorité qui se prononce pour une réduction (6%, -1).

Le système actuel de primes égales pour tous et de subventions pour les bas revenus reste clairement accepté (89% «tout à fait»/»plutôt d'accord», +4). Un système dépendant des revenus n'est plus souhaité depuis 2018 que par une minorité, laquelle est à présent au plus bas sur le long terme: 27% (-13). La tendance au sujet de mesures automatiques pour limiter les coûts n'est pas uniforme: au début de la pandémie, l'approbation était plus forte que les trois années précédentes. En 2021, elle est restée majoritaire, mais en recul par rapport à l'année précédente. Cette tendance se poursuit en 2022 avec 59% (-3) d'avis favorables.

En 2022, la disposition à accepter des restrictions personnelles pour faire baisser les coûts est au plus bas depuis longtemps.

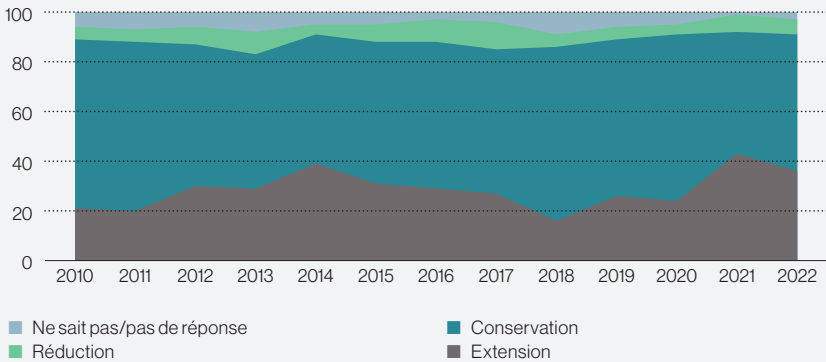
La majorité absolue rejette catégoriquement les cinq mesures proposées et les taux ont augmenté pour toutes les mesures par rapport à 2021. Les citoyen-ne-s ne sont pas prêt-e-s à accepter une diminution des prestations de l'assurance de base (81% «pas du tout», +5), un accès limité aux nouveaux médicaments ou traitements (77%, +4), des restrictions dans le libre choix du médecin (72%, +5) ou dans la liberté de prescription (71%, +5). Comme les années précédentes, le rejet est le moins marqué vis-à-vis d'une restriction du libre choix de l'hôpital (62%, +17).



## 17 | Tendence catalogue des prestations

«En ce qui concerne le catalogue de prestations couvertes par l'assurance de base, d'une manière très générale, êtes-vous pour une extension, pour la conservation à l'état actuel, ou pour une réduction?»

Pourcentage de votants

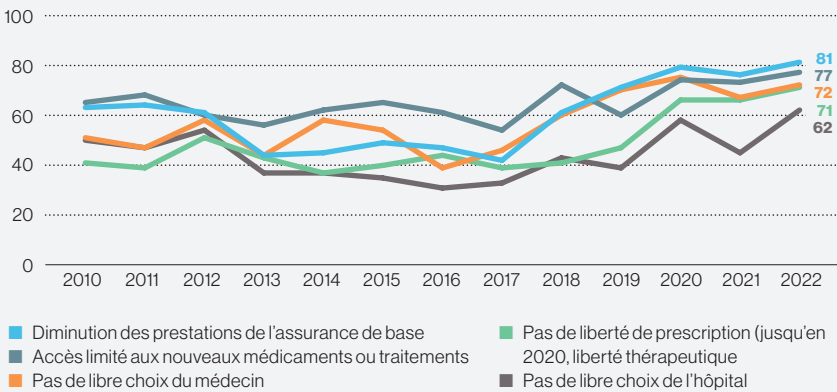


gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 18 | Attitude vis-à-vis des mesures visant à réduire les coûts

«Vous-même parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt(e) à accepter, si, au travers de celles-ci, les coûts de la santé baissaient? Veuillez me dire si vous seriez prêt(e) dans tous les cas, selon l'importance de la baisse des coûts ou si vous ne seriez pas du tout prêt(e) à accepter ces mesures?»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

Si le rapport coûts/utilité d'un traitement très cher est défavorable, c'est toujours la proposition «les médecins et les patients ensemble» qui est la seule acceptée pour prendre la décision de ne pas le prendre en charge (63%, +9). Une commission de représentants de toutes les parties concernées (46%, +9), les médecins (41%, -1) et la direction de l'hôpital (34%, -2) sont envisageables pour des minorités notables. En revanche, les autorités ou les caisses-maladie, mais aussi un institut d'expert-e-s indépendant-e-s sont largement refusés pour ces décisions d'éthique de la santé.

Les personnes interrogées réclament nettement une prise en charge des maladies rares par les caisses-maladie (95%, -3). Une observation plus détaillée le reflète également:

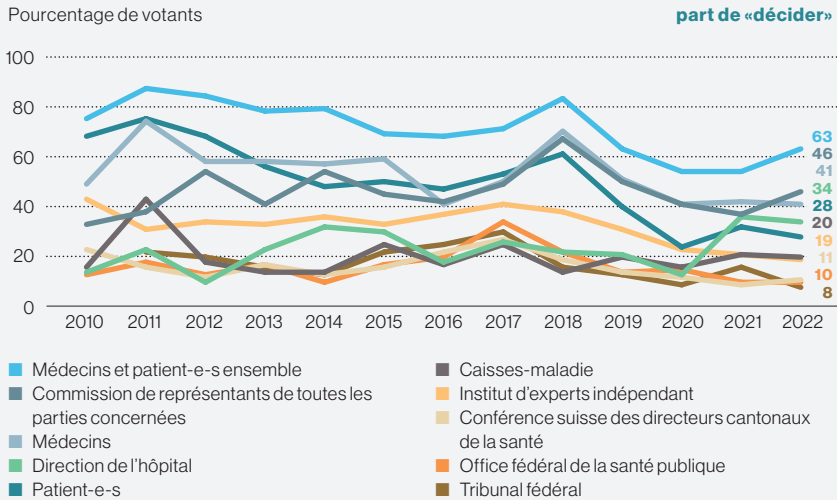
Le souhait clairement dominant est que le traitement, même s'il dépasse largement le budget normal, soit en tout cas prioritaire (93%, -2) et qu'il soit appliqué aussi si cela apporte «seulement» une amélioration de la qualité de vie. 84% (-8) peuvent envisager une décision au cas par cas.

Refuser le traitement dans tous les cas (8%, +3) ou si les coûts sont trop élevés (9%, +2) ne recueille pas les faveurs des répondant-e-s. Seules des minorités approuvent de faire dépendre le traitement de l'âge du patient (25%, ±0) ou de fixer un plafond pour les coûts (33%, -12).

Les personnes interrogées sont divisées sur la question de tenir compte des chances de survie: 50% sont d'accord, c'est-à-dire le taux le plus bas depuis 2011 et un recul de 18 points par rapport à l'année précédente.

## 19 | Prise en charge des traitements onéreux

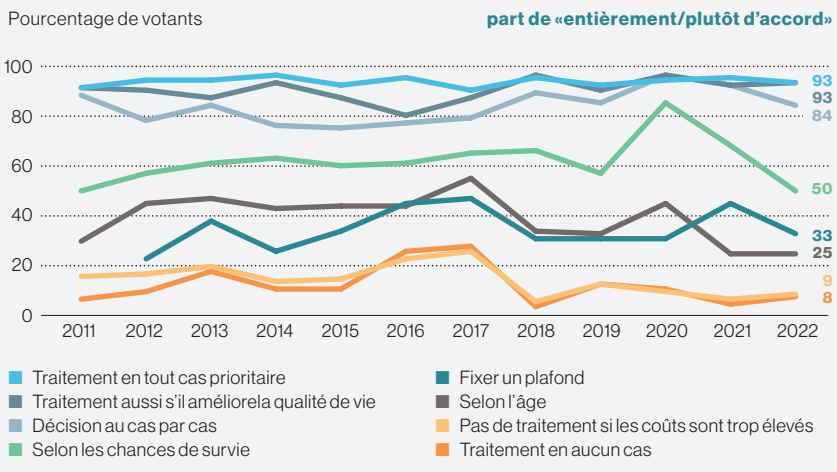
«Qui devrait décider si un traitement très cher ne doit pas être payé par les caisses de maladie en raison d'un rapport coûts/utilité défavorable?»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 20 | Affirmations sur le traitement des maladies rares

«En supposant que quelqu'un souffre d'une maladie rare très grave et qu'il faille décider si la personne recevra une thérapie qui dépasse largement le budget normal pour un traitement. Veuillez me dire si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les déclarations suivantes?»

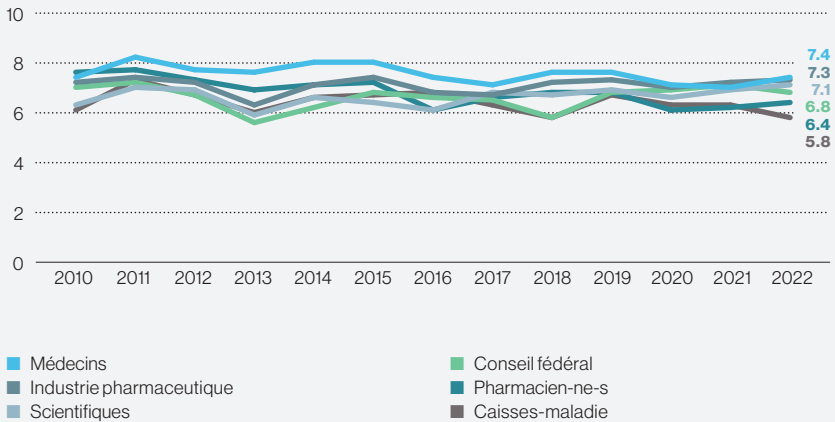


gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 21 | Compétence des acteurs du système de santé

«En matière de santé, divers groupes ou organisations prennent ouvertement position. Nous souhaiterions connaître votre opinion à ce sujet. Dites-moi S.V.P. – en vous servant pour cela de l'échelle suivante – quel niveau de compétence vous attribuez aux organisations ou groupes suivants dans le domaine de la santé? «0» signifie que ces organisations ou groupes ne sont pas compétents, «10» signifie qu'ils sont très compétents. Les valeurs intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement. Si vous ne connaissez pas une de ces organisations, veuillez me le signaler.»

Valeurs moyennes



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

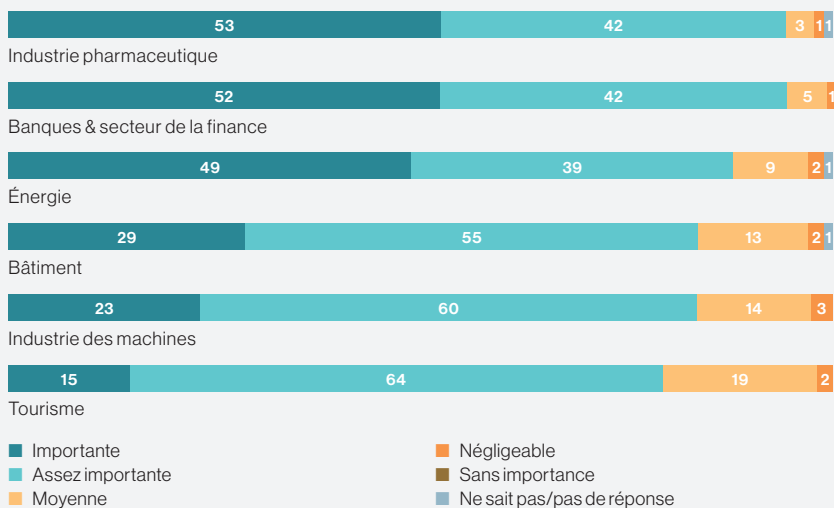
### 3.5 Image des acteurs

Bien que les opinions soient légèrement plus critiques sur certains aspects (voir plus haut), l'industrie pharmaceutique est considérée comme l'un des acteurs les plus compétents du système de santé suisse (moyenne 7.3 sur une échelle de 0 à 10, +0.1 point). Elle se place ainsi juste derrière les médecins (7.4, +0.4) qui, depuis 2011 et à la seule exception de l'année passée, occupent toujours la première place.

## 22 | Importance des branches

«Selon vous, quelle est l'influence des secteurs suivants sur la force de la place économique suisse? Est-elle très importante, assez importante, moyenne, négligeable, sans importance?»

Pourcentage de votants



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

En raison de leur lutte contre la pandémie de COVID-19, l'image des scientifiques s'est encore améliorée: ils atteignent une moyenne de 7.1 (+0.2), soit le plus haut niveau depuis 2009 et la troisième place. Les caisses-maladie enregistrent le plus fort recul dans la confiance accordée à leurs compétences (5.8, -0.5).

Comparée à d'autres branches de l'économie, l'industrie pharmaceutique est toujours vue comme très importante pour la place économique suisse. En 2021 à nouveau, pratiquement personne ne doute de cette importance. Cependant, la réponse «très importante» est en recul par rapport à l'année précédente (53%, -13).

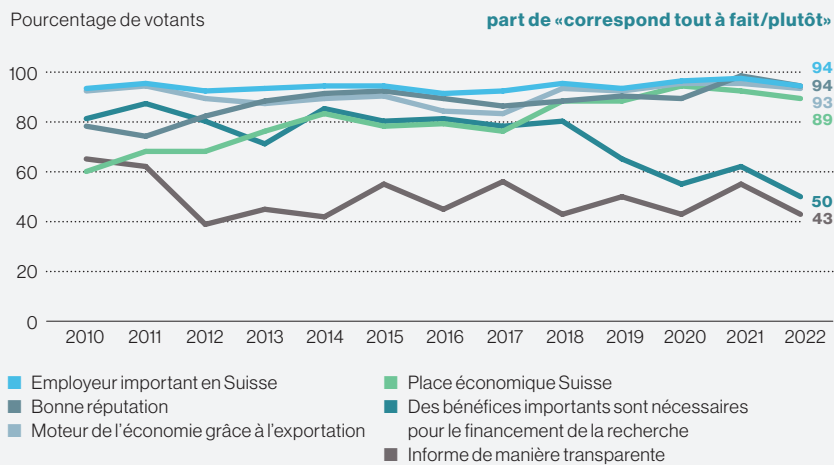
Des avis qui restent relativement stables à un haut niveau sont ceux que l'industrie pharmaceutique est un employeur important (94%, -2), un moteur de l'économie grâce à l'exportation (93%, -2), possède une bonne réputation (94%, -4) et s'intéresse à la place économique suisse (94%, -3).

Seuls 43% (-12) pensent que l'industrie pharmaceutique informe de manière transparente au sujet de ses activités. Ce taux enregistre d'assez grandes variations d'une année sur l'autre et est normal pour une branche dont la valeur ajoutée est élevée et qui agit à l'international. Il est par exemple supérieur aux mesures de transparence des banques ou des assurances. Un élément essentiel est qu'en règle générale, les personnes interrogées évaluent certaines entreprises qu'elles connaissent directement comme plus transparentes que l'ensemble de la branche.

Une question controversée est celle de savoir si des bénéfices importants sont nécessaires pour le financement de la recherche. 50% sont encore d'accord avec cette proposition, mais jusqu'en 2018, c'était le cas d'au moins 80%.

## 23 | Déclarations sur l'industrie pharmaceutique

«Voici quelques déclarations d'ordre général relatives à l'industrie pharmaceutique suisse. Veuillez me dire pour chacune de celles-ci, sur la base de vos connaissances, quel est son impact sur l'industrie pharmaceutique.»



gfs.bern, Moniteur de la santé 2022, (N = 1200)

## 4 Thèses

Le coronavirus SARS-CoV-2 est arrivé en Suisse il y a plus de deux ans. Depuis, la pandémie a déterminé non seulement la politique de la santé, mais a aussi été, parfois moins, parfois plus, visible dans la vie quotidienne par le biais de diverses mesures et a occupé une grande partie des informations dans les médias.

L'enquête de l'année passée a eu lieu juste après une vague de pandémie. Le nombre d'infections était élevé, de même que les hospitalisations et les décès, tandis que la campagne de vaccination ne faisait que commencer lentement. Mais la perception du système de santé suisse ne s'est pas fondamentalement transformée sous l'effet de cette crise sanitaire.

Un an plus tard, si l'on considère le nombre de cas, le coronavirus est beaucoup plus répandu, mais il n'est plus aussi effrayant. Près de 70% de la population sont entièrement vaccinés, environ 43% ont reçu un rappel<sup>3</sup>. Les personnes qui ne sont aujourd'hui pas vaccinées sont celles qui ne le peuvent pas ou ne le veulent pas. En outre, le variant Omicron actuellement dominant en Suisse semble moins grave<sup>4</sup> que les variants précédents (en particulier Alpha et Delta). Ces deux effets font que, malgré le plus grand nombre d'infections, il y a aujourd'hui moins d'hospitalisations et de décès que début 2021. De ce fait, à l'échelon national, toutes les mesures ont été progressivement levées. Pour de nombreuses personnes, la pandémie semble terminée, tout au moins pour le moment.

Dans ce contexte, nous formulons les thèses suivantes sur le Moniteur de la santé de cette année:

3 <https://www.covid19.admin.ch/fr/vaccination/persons>

4 pour ce qui est des évolutions graves et des décès





De l'avis des citoyen-ne-s, le système de santé suisse a maîtrisé la crise du COVID-19. A posteriori, la majorité des personnes interrogées disent que leur vision du système de santé s'est améliorée depuis la crise, ce qui se reflète aussi dans l'évaluation globale du système de santé, plus souvent (à un bas niveau) considéré comme très bon. De même que l'année précédente, une majorité souhaiterait que l'on investisse dans l'infrastructure plutôt que de faire des économies. Le souhait (minoritaire) d'une extension du catalogue des prestations est en léger recul, mais encore relativement élevé. La tendance est à vouloir attribuer plus d'argent à la recherche sur les médicaments et les vaccins, même si cela n'est plus aussi dominant que l'année passée.



Au sein de cette dynamique, un élément clé apparaît: la population est et reste globalement très satisfaite du système de santé. Cela se justifie, en dépit de coûts élevés, par sa grande qualité.



En raison de la grande satisfaction vis-à-vis du système de santé, les personnes interrogées ne voient pas de grande marge de manœuvre pour des réformes profondes. Les objectifs en matière de coûts pour certains prestataires médicaux sont par exemple vus comme un risque élevé pour une chance incertaine de voir baisser les primes.



Les souhaits sont relativement stables par rapport à 2021. Les personnes interrogées continuent à souhaiter avoir le libre choix du médecin et attachent plus d'importance à l'accès libre aux médicaments, à la qualité et à la quantité des prestations qu'aux questions de coûts. La tendance est au principe de responsabilité collective et à la couverture de toutes les prestations par l'assurance de base plutôt que des seuls risques financiers. En 2022, les avis vont à nouveau légèrement vers la Confédération (plutôt que les cantons) et vers plus d'État (plutôt que plus de marché). La disposition à accepter des restrictions individuelles pour faire baisser les primes a diminué.



Le souhait catégorique d'extension, d'amélioration de la qualité et de renforcement de la recherche, constaté l'année précédente dans le contexte du COVID-19, reste plus net qu'avant la pandémie, mais a déjà reculé plus rapidement qu'on ne pouvait s'y attendre. Cela permet de supposer que ces modifications de l'opinion étaient situationnelles et non durables: à mesure que la population a le sentiment que la pandémie est terminée, les souhaits reviennent au niveau d'avant la crise.



Les citoyen-ne-s continuent à penser que les coûts de la santé et les primes des caisses-maladie vont clairement poursuivre leur croissance. De manière générale, on est d'accord avec la répartition des finances, mais on souhaite orienter plus fortement les fonds vers la recherche sur les médicaments et les vaccins, les hôpitaux publics, la médecine intensive et les prestations des caisses-maladie. Les répondant-e-s voient plutôt un potentiel d'économie au niveau de l'administration des caisses-maladie, des hôpitaux privés, de la prévention des dépendances et des soins à domicile.



En raison de la crise du COVID-19, beaucoup moins de personnes pensaient en 2021 que les prix des médicaments étaient trop élevés en Suisse. Ceci se confirme largement cette année. Une majorité reste de cet avis, mais, en raison du rôle joué par les médicaments et les vaccins dans la lutte contre la pandémie, de larges groupes pensent plus aux performances et moins aux coûts. En dépit de tonalités plus critiques, l'image de l'industrie pharmaceutique reste globalement très positive.



Au total, les Suisses-ses savent très clairement quelles tâches ils souhaitent confier à l'État ou au marché: pour ce qui est des coûts, l'État est considéré comme une instance de contrôle et de pilotage importante vis-à-vis de prix trop élevés, pour ce qui est des droits à des prestations, il doit en revanche rester en arrière-plan et laisser médecins et patient-e-s décider. Il semble qu'on ne fasse pas confiance aux partenaires tarifaires pour fixer des prix acceptables pour les consommateurs, mais qu'on leur fasse confiance en revanche pour fournir des prestations adéquates.



# 5 Base de données du sondage actuel

Les résultats du Moniteur de la santé 2022 reposent sur une enquête représentative conduite par gfs.bern sur mandat d'Interpharma auprès de 1200 citoyen-ne-s de toute la Suisse. L'enquête a été réalisée entre le 21 février et le 19 mars 2022 (médiane: 5 mars 2022) par le biais d'entretiens personnels en face-à-face. L'erreur d'échantillonnage statistique respective pour les groupes recensés est la suivante:

**Tableau 1: Erreur d'échantillonnage**

**Sélection d'erreur d'échantillonnage statistique selon la taille de l'échantillon et la distribution initiale**

Taille de l'échantillon	Taux d'erreur distribution initiale	
	50% à 50%	20% à 80%
N= 1200	±2.9 points	±2.3 points
N= 1000	±3.2 points	±2.5 points
N= 600	±4.1 points	±3.3 points
N= 100	±10.0 points	±8.1 points
N= 50	±14.0 points	±11.5 points

Exemple de lecture: pour environ 1200 personnes interrogées et pour une valeur chiffrée de 50%, la valeur effective se situe à 50% ± 2.9 points; pour une valeur de base de 20%, elle se situe à 20% ± 2.3 points. Ce faisant, en matière d'enquêtes par sondage, on fixe généralement un intervalle de confiance de 95%, autrement dit, on accepte une probabilité d'erreur de 5% que le rapport statistique révélé soit en réalité inexistant dans la population.



# 6 Annexe

## 6.1 Équipe de gfs.bern



**Urs Bieri** ✉ [urs.bieri@gfsbern.ch](mailto:urs.bieri@gfsbern.ch)

Co-directeur et membre de la direction de gfs.bern, politologue et expert en médias, Executive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à l'Université des sciences appliquées Kalaidos et à l'Université des sciences appliquées de Zurich Winterthur

Activités principales: monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et de la réputation, technologies à risque, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet



**Jonas Philippe Kocher** ✉ [jonas.kocher@gfsbern.ch](mailto:jonas.kocher@gfsbern.ch)

Directeur de projet, politologue

Activités principales: analyse des sujets politiques et des enjeux, votations et élections, préparation et suivi de campagnes, débats de société, analyses de communication intégrées, analyses de contenu des médias, projections, projets de terrain



**Aaron Venetz** ✉ [aaron.venetz@gfsbern.ch](mailto:aaron.venetz@gfsbern.ch)

Collaborateur scientifique, politologue

Activités principales: modélisation des données, méthodes qualitatives, recherches, analyse des données, programmation, analyses des médias, visualisations



**Daniel Bohn** ✉ [daniel.bohn@gfsbern.ch](mailto:daniel.bohn@gfsbern.ch)

Collaborateur au projet, informaticien spécialisé dans le développement d'applications

Activités principales: analyses quantitatives et qualitatives des données, traitement des données, visualisations

## **Interpharma**

Petersgraben 35, case postale

CH-4009 Bâle

Tél. +41 (0)61 264 34 00

[info@interpharma.ch](mailto:info@interpharma.ch)

[www.interpharma.ch](http://www.interpharma.ch)